

# Agriculture urbaine : les partenaires du projet MADRE lisent l'avenir dans nos assiettes

---



Projet cofinancé par le Fonds européen de développement régional

Avec le projet de coopération territoriale MADRE (Métropole et Agriculture Durable pour des Relations Equitables), l'AVITEM recense et analyse les pratiques réussies d'agriculture urbaine en Méditerranée, pour essayer les modèles et faire bouger les cadres. Entre les partenaires MADRE, une certitude : changer les systèmes productifs et distributifs métropolitains est la clé de notre sécurité alimentaire.

## Etat des lieux

Jusqu'à il n'y a pas si longtemps, une cinquantaine d'années tout au plus, le concept d'agriculture urbaine aurait pu passer au mieux pour une boutade, au pire comme une provocation. Ces deux termes désignaient des univers résolument opposés, par nature et culture, et leur lien ne pouvait être que de subordination économique, l'un produisant, l'autre consommant<sup>1</sup>.

Avec l'urbanisation galopante depuis l'après-guerre, l'étalement incontrôlé des villes et de leurs périphéries, lotissements et autres zones d'activité, qui dévorent à grande vitesse les espaces agricoles, la question de la sécurité alimentaire se pose très sérieusement et à l'échelle planétaire, comme un problème d'arithmétique basique : si les terres agricoles se réduisent comme une peau de chagrin, *qui va nourrir tous ces urbains ?*

L'inversion n'en est d'ailleurs pas à son premier volet. Une théorie économique du XVIIIe siècle affirmait que les villes se sont constituées dans le but d'écouler les surplus agricoles<sup>2</sup>. Celles-ci grossissant et les exploitations agricoles se réduisant, il a fallu aller chercher plus loin les denrées – de plus en plus loin. Jusqu'au tournant de ces dernières années où, pour des raisons sanitaires, gustatives, politiques, environnementales entre autres, on préfère consommer ce qui est produit tout près.

Il ne s'agit donc ni d'une mode ni d'un caprice de classe comme on l'entend encore parfois, mais d'une véritable nécessité, une évolution de notre système pour s'adapter à une configuration géographique qui change, un monde socio-économique qui se transforme.

## Les enjeux pluriels d'un changement de politique alimentaire dans les métropoles

Quelles pratiques l'agriculture urbaine désigne-t-elle ? L'agriculture urbaine et périurbaine, ou métropolitaine, englobe l'ensemble des infrastructures et pratiques liées aux activités agricoles situées à proximité des zones urbaines, en périphérie ou à l'intérieur de la ville elle-même. Ceci inclut donc les exploitations intra-urbaines, qui occupent toits, cours, potagers partagés, et même des espaces

---

<sup>1</sup> F. Léger, « Les paradoxes de l'agriculture en ville », *Urbanisme* n°405

<sup>2</sup> P. Madry, « Entre hyper-discount et post-discount », *Urbanisme* n°405

publics, soit tous les espaces exploitables d'un milieu urbain, si restreints soient-ils. Cela comprend également les productions autour de la ville qui utilisent les mêmes ressources qu'elle – les mêmes terres, la même eau, les mêmes sources d'énergie, la même main d'œuvre, les mêmes ressources et services en général – avec laquelle elle entretient dès lors une relation plus intense et plus riche que de la seule subordination économique<sup>3</sup>. Son activité productrice est à la fois qualitative avec l'approvisionnement en produits frais qu'elle représente, et quantitative puisqu'elle contribue à la sécurité alimentaire de la zone qu'elle achalande.

Mais ses impacts positifs ne s'arrêtent pas à son premier objectif nourricier, déjà considérable. Elle crée également toute une filière économique parfaitement viable avec de nombreux bénéfices directs et indirects, comme la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, l'inclusion sociale, l'innovation marketing, la production de données pour la recherche académique, etc. Et en plus de ces bénéfices socio-économiques, l'agriculture métropolitaine fournit aussi un certain nombre de services sociaux et environnementaux, non monétaires et néanmoins précieux, autour de l'habitat et sa connexion à la biodiversité, une valeur paysagère et esthétique, un support pour des activités de loisirs, l'atténuation des menaces climatiques, etc.

L'agriculture urbaine n'est plus un concept à défendre mais un phénomène actuellement à l'œuvre, et son importance pour de nombreuses villes n'est plus à prouver, comme l'incarne la signature du Pacte de Milan en 2015. Plus de 100 villes à travers le monde se sont ainsi engagées à développer des systèmes alimentaires territoriaux durables, inclusifs, sûrs et résilients. Le Pacte est depuis devenu une référence internationale en matière d'alimentation à l'échelle urbaine, et l'agriculture métropolitaine est l'un des aspects clés des recommandations partagées au sein du réseau.

### **Changer le paradigme de l'alimentation urbaine**

Comment dès lors soutenir ce changement à la fois nécessaire et souhaitable ? L'AVITEM et ses partenaires, [ANIMA Investment Network](#), l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier ([CIHEAM-IAMM](#)) (France), [la Ville Métropolitaine de Bologne](#) (Italie), [MedCités](#) (Espagne), [l'Université Aristote de Thessalonique](#) (Grèce), et [l'Université d'Agriculture de Tirana](#) (Albanie) ont recensé et étudié les bonnes pratiques sur leurs territoires respectifs, et ils en ont tiré des recommandations à destination des acteurs publics pour aider à leur développement.

Le premier pas consiste à **intégrer l'agriculture métropolitaine dans les cadres légaux**. La plupart des législations en vigueur dans les pays méditerranéens ne font pas la différence entre les formes d'agriculture urbaines et rurales, professionnelles et non professionnelles. Par conséquent les réglementations existantes sont souvent inadaptées aux pratiques innovantes sur lesquelles reposent de nombreux projets d'agriculture urbaine, comme les circuits courts ou les fonctionnements participatifs.

Il faut également **faire de l'alimentation un élément central de la planification stratégique**. Au vu de l'aspect multifonctionnel de l'agriculture urbaine (lutte contre la pauvreté, réduction des déchets, l'inclusion sociale...), celle-ci ne doit pas être régie uniquement par les autorités agricoles mais à travers

---

<sup>3</sup> FAO, 2001, Food for Cities, <http://www.fao.org/fcit/fcit-home/fr/>

des approches transversales, et être intégrée dans la planification stratégique métropolitaine, avec une vision à moyen et long terme.

Développer l'agriculture urbaine implique de **protéger les terres agricoles et d'en faciliter l'accès pour les initiatives locales**. Face à la pression du développement résidentiel et industriel, les terres cultivables sont une ressource de plus en plus rare dans les zones urbaines et périurbaines. Des décisions politiques sont nécessaires pour décourager la spéculation foncière, renforcer la protection des terres agricoles et soutenir l'accès à la terre pour ces porteurs de projets au sein de partenariats public-privé.

Ces projets ont besoin d'être soutenus dans la mise en place de **modèles économiques viables et durables**. L'une des façons d'améliorer leur durabilité est de donner une valeur économique à tous les avantages non commerciaux de l'agriculture durable, qui vont bien au-delà du simple approvisionnement alimentaire et les aider ainsi à faire leur place parmi des acteurs d'ampleur industrielle.

Pour faciliter l'accès au marché de ces nouveaux acteurs, les autorités locales doivent soutenir les configurations de distribution qui leur sont accessibles, comme les marchés locaux et toutes les solutions de vente directe. Les autorités locales peuvent par exemple faciliter les procédures administratives et créer des espaces ouverts afin que ce type de modèles, s'ils sont jugés appropriés par les producteurs et les consommateurs, puisse continuer à se développer et se reproduire. Il s'agit par-là **d'élaborer des politiques pour territorialiser les systèmes alimentaires**.

La **gouvernance des systèmes alimentaires** urbains méditerranéens est amenée à changer. Les partenaires MADRE recommandent l'approche « meet in the middle » (à mi-chemin) soit une combinaison de logiques ascendantes (initiatives citoyennes) et descendantes (autorités publiques) pour intégrer la participation dans l'élaboration des politiques publiques, tenir compte de la diversité des acteurs et promouvoir des formes de **démocratie alimentaire**.

Enfin, l'exploration de **stratégies de communication innovantes** permettra d'engager les consommateurs dans ces nouvelles démarches alimentaires.

### **Un exemple de reconversion réussie témoigne de la puissance de l'engagement public**

Car l'agriculture urbaine, si elle apparaît comme une réponse globale à plusieurs problématiques urbaines d'ordre a priori divers (alimentaire, sanitaire, économique, environnementale, climatique...), elle est d'abord le fruit d'un engagement politique, comme en témoignait Gilles Pérole, le maire de Mouans-Sartoux dans les Alpes-Maritimes, lors de l'événement final du projet MADRE, le 1<sup>er</sup> juin 2018 à Marseille. Cette petite ville de 10 000 habitants, entourée de grosses agglomérations, a fait le choix de produire elle-même les 24 tonnes de légumes consommés annuellement par les 1200<sup>4</sup> repas servis par jour dans la restauration scolaire de sa commune. Dans une région où les projets immobiliers se multiplient pour satisfaire la forte affluence touristique, la municipalité a fait un choix radical et assumé en triplant sa surface classée agricole dans son plan local d'urbanisme en 2012. Un choix politiquement

---

<sup>4</sup> P. Mundler, JN. Consalès, G. Melin, G. Pouvesle, P. Vandenbroucke, « Tous agriculteurs ? L'agriculture urbaine et ses frontières », *Géocarrefour* [En ligne], 89/1-2 | 2014, consulté le 20 juin 2018. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/9399> ; DOI : 10.4000/geocarrefour.9399

et économiquement risqué, mais un pari réussi. La population a suivi et mieux encore, 85% des parents ont changé leurs pratiques alimentaires à la suite des changements opérés dans la cantine de leur enfant.

A l'issu de l'événement final MADRE, 16 métropoles et villes de la Méditerranée, instituts de recherche, entreprises et association ont pris part à la signature d'un protocole d'entente (Memorandum of Understanding) pour le déploiement d'une agriculture métropolitaine durable.

L'AVITEM a également prit part à la signature du protocole et animera une table-ronde *ronde intitulée « L'agriculture au service de la ville intelligente » (salle Picasso, 14H)* le 27 juin prochain lors du Salon Innovative City à Nice Acropolis.

Pour aller plus loin sur le sujet, les ressources suivantes sont accessibles sur le site de l'AVITEM :

- [6 Livres blancs sur les thématiques transnationales MADRE](#) / 6 White papers on MADRE transnational thematic
- [Catalogue de bonnes pratiques d'agriculture métropolitaine](#) (en anglais) / Metropolitan agriculture Best Practise Catalogue
- [Document stratégique comprenant des recommandations pour l'intégration de l'AMP \(agriculture métropolitaine et périurbaine\) dans la gouvernance métropolitaine](#) /Policy paper including recommendations for intergrating MPA (metropolitan and periurban agriculture) in metropolitan governance
- la plateforme « [AGRI-MADRE : Systèmes agricoles et alimentaires métropolitains en Méditerranée](#) »

*Charlotte Yelnik et Manon Diény*